



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
13 avril 2012
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application

Troisième session

Vienne, 18-22 juin 2012

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Assistance technique

Assistance technique à l'appui de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Note du Secrétariat

I. Introduction

1. La prestation d'une assistance technique en réponse aux besoins recensés est essentielle pour une application efficace et cohérente de la Convention des Nations Unies contre la corruption ("la Convention"). Au moment où l'on étudie l'action à mener au niveau mondial en la matière, il importe de garder à l'esprit les articles 60 et 62 du chapitre VI (Assistance technique et échange d'informations) de la Convention.

2. La présente note donne un aperçu actualisé des mesures prises par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) pour répondre aux besoins d'assistance technique recensés depuis la rédaction du document CAC/COSP/2011/10 en vue de la quatrième session de la Conférence. Elle décrit les activités réalisées depuis juillet 2011, ainsi que les activités que l'UNODC prévoit d'entreprendre dans le futur, pour prêter une assistance technique qui intègre pleinement le principe fondamental, réaffirmé par la Conférence dans sa résolution 3/4 et par le Groupe d'examen de l'application lors de sa deuxième session, selon lequel il faut conserver une approche intégrée et coordonnée pour assurer l'exécution des programmes d'assistance technique sous la conduite des pays et axée sur les pays, et fournir des ressources suffisantes pour répondre aux besoins identifiés grâce au Mécanisme d'examen de l'application. Le Groupe a également noté qu'il faudrait continuer de répondre aux besoins d'assistance technique qui se font sentir dans les domaines non visés par le cycle d'examen en

* CAC/COSP/IRG/2012/1.



cours, tels que le recouvrement d'avoirs, et à d'autres besoins nouveaux, notamment dans le contexte des activités et initiatives régionales et internationales existantes.

3. Comme la Conférence des États parties l'avait fait dans sa résolution 3/4, le Groupe a prié l'UNODC de continuer de fournir une assistance technique aux fins de l'application de la Convention, notamment en mettant à disposition des compétences d'experts sur l'élaboration des politiques et le renforcement des capacités dans le cadre de son programme thématique relatif à la lutte contre la corruption et la criminalité économique et, le cas échéant, dans le cadre de ses programmes régionaux, à l'aide de tous ses outils d'assistance technique.

II. Assistance technique fournie

A. Aide à l'identification des besoins d'assistance technique

4. Comme il est précisé dans le document CAC/COSP/WG.3/2009/CRP.1, la procédure suivie pour fournir une assistance technique efficace aux États parties afin de les aider à appliquer la Convention comporte trois étapes. La première consiste à analyser les exigences à satisfaire pour garantir le respect de la Convention. Dans le cadre du Mécanisme d'examen de l'application, elle implique un examen par les pairs des lois, réglementations et mesures anticorruption au regard des articles de la Convention, ainsi que de leurs fonctions du point de vue institutionnel. La liste de contrôle pour l'auto-évaluation établie par le Secrétariat est un outil consultatif de vaste portée, reposant sur un processus dirigé par les pays, qui doit permettre d'examiner les mesures en place et d'aider les pays à déterminer si leurs cadres législatifs et institutionnels sont conformes aux articles de la Convention. La deuxième étape consiste à identifier les priorités en vue d'adapter les lois et les procédures administratives aux dispositions de la Convention, puis de les mettre en œuvre. Elle nécessite des activités législatives et de renforcement des capacités visant à garantir la compatibilité des compétences et des mécanismes utilisés pour atteindre ces résultats. La dernière étape consiste à satisfaire les besoins d'assistance technique identifiés par l'État partie concerné pour que le cadre législatif et institutionnel applicable devienne opérationnel en matière de lutte contre la corruption.

5. Au cours de la première année du premier cycle d'examen, portant sur les chapitres III et IV de la Convention, 27 États parties ont été examinés. En vue du processus d'examen, l'UNODC avait organisé et exécuté, dans le cadre de huit ateliers régionaux de formation¹, des programmes devant permettre aux points de contact désignés par les États examinés et aux experts des États examinateurs de se familiariser avec les dispositions pertinentes de la Convention et la méthode d'examen. Les ateliers de formation sont prévus dans les Termes de référence et les Lignes directrices et sont financés par des contributions volontaires. Plusieurs

¹ Lors de la première année du cycle d'examen, les ateliers régionaux de formation qui se sont tenus sont les suivants: pour l'Afrique francophone, à Dakar, en septembre 2010; pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, à Rabat, en septembre 2010; pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à Panama, en septembre 2010; pour l'Afrique anglophone, à Pretoria, en octobre 2010; pour l'Asie et le Pacifique, à Jakarta, en octobre 2010; pour les pays russophones, à Moscou, en octobre 2010. Par ailleurs, deux sessions de formation se sont tenues à Vienne en 2010.

programmes de formation spéciale se sont également tenus à la demande d'États parties. Au cours de la deuxième année du cycle, 41 États parties se soumettent au même processus et l'UNODC a organisé des ateliers de formation similaires². En outre, lorsque cela était possible, une assistance spéciale a été fournie aux États qui l'ont demandée afin de les aider à répondre à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation.

6. Les États parties à la Convention pour lesquels aucun examen n'est prévu pour l'année en cours ont également demandé de se soumettre à un processus d'examen volontaire, et l'UNODC s'attache actuellement à faciliter la réalisation d'analyses complètes des lacunes en Équateur, au Mali, en Namibie et en République-Unie de Tanzanie.

B. Facilitation de l'assistance technique grâce à la base de données sur les spécialistes de la lutte contre la corruption

7. Afin de répondre aux besoins d'assistance technique identifiés par les États parties, une base de données répertoriant des spécialistes de la lutte contre la corruption a été créée conformément à la résolution 3/4 intitulée "Assistance technique pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption", dans laquelle la Conférence "engage les États parties et signataires à continuer de rassembler les informations pertinentes sur les spécialistes de la lutte contre la corruption, en particulier sur ceux qui ont une expérience en matière de prestation d'assistance technique pour l'application de la Convention, et de communiquer ces informations à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour lui permettre de les incorporer dans sa base de données sur les spécialistes de la lutte contre la corruption en vue de la fourniture d'une assistance technique, comme l'a recommandé le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur l'assistance technique".

8. À ce jour, 205 spécialistes ont été nommés par les États parties dans les zones géographiques suivantes: 18 (Asie), 54 (Afrique), 22 (Afrique du Nord et Moyen-Orient), 36 (Amérique latine et Caraïbes) et 75 (Europe).

9. Les États qui sont parties à la Convention ou qui en sont signataires peuvent communiquer des informations relatives aux spécialistes nationaux de la lutte contre la corruption via le site Web de l'UNODC pour inclusion dans la base de données, qui leur permet d'ajouter ou de modifier en ligne des renseignements les concernant. Seul le Secrétariat a accès à toutes les informations fournies par ce mécanisme, ce qui garantit la confidentialité. La base de données fournit un aperçu des profils des spécialistes à partir duquel les domaines de compétence de ces derniers peuvent être consultés et classés. La viabilité à long terme de la base de données dépendra de la volonté des États parties de fournir des informations exactes et actualisées sur les spécialistes disponibles, permettant ainsi à la base de rester un outil utile.

² Lors de la deuxième année du cycle d'examen, les ateliers de formation qui se sont tenus sont les suivants: cinq ateliers nationaux ont été organisés en Afrique et en Asie et quelques ateliers supplémentaires sont prévus. Deux ateliers régionaux ont été organisés au Panama, en juin 2011, et à Kuala Lumpur, en juillet 2011. Plusieurs sessions dans cinq langues officielles de l'Organisation des Nations Unies ont été organisées à Vienne, en juin, juillet, août et septembre 2011 ainsi qu'une à Marrakech en octobre 2011.

C. Assistance technique fournie par l'UNODC dans le domaine législatif et dans le domaine du renforcement des capacités

10. L'UNODC a fourni une assistance technique aux États qui en ont fait la demande, tant par le biais d'activités sur mesure dans le domaine législatif et le domaine du renforcement des capacités que par l'élaboration d'outils facilitant la prestation d'une assistance sur le terrain. L'assistance fournie concerne les questions traitées dans les chapitres III et IV de la Convention, qui sont en cours d'examen, mais aussi les chapitres sur les mesures préventives et le recouvrement d'avoirs. L'assistance a été fournie dans le cadre du Programme thématique relatif à la lutte contre la corruption et la criminalité économique, qui se fonde sur les éléments pertinents de la stratégie de l'UNODC pour la période 2010-2011. Ce Programme thématique mentionne également les activités anticorruption menées dans le cadre des différents programmes régionaux.

C.1. Assistance sur mesure dans le domaine législatif et dans le domaine du renforcement des capacités

i) Exécution du Programme mondial "Vers un régime mondial efficace de lutte contre la corruption"

11. Au cours de la période 2010-2012, le Programme mondial "Vers un régime mondial efficace de lutte contre la corruption", dans le cadre duquel l'UNODC fournit des orientations, conseils et avis professionnels aux États parties qui en font la demande, a permis de répondre – et continue de répondre – à de nombreux besoins d'assistance technique.

12. De juillet 2011 à mars 2012, l'UNODC a fourni, en application de la Convention, des conseils spécialisés et une assistance technique aux pays suivants: Afghanistan, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Colombie, Commonwealth de Dominique, Égypte, Équateur, Éthiopie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Kenya, Mali, Mauritanie, Mexique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouzbékistan, Panama, Pérou, Philippines, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie, Soudan du Sud, Thaïlande, Timor-Leste et Vietnam. Au niveau régional, une assistance technique a été fournie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Afrique de l'Est; en Afrique centrale et Afrique australe, et en Amérique latine.

13. De juillet 2011 à mars 2012, sept pays ayant bénéficié d'une assistance avant la ratification sont devenus parties à la Convention, à savoir les Îles Cook, les Îles Marshall, les Îles Salomon, l'Irlande, la Micronésie, Sainte-Lucie et Vanuatu.

ii) Exécution du Programme de mentors pour la lutte contre la corruption

14. Depuis 2006, dans le cadre du Programme de mentors pour la lutte contre la corruption, des conseillers ont été affectés dans les pays suivants: Bolivie, Cap-Vert, Jordanie, Kenya, Tadjikistan, Thaïlande et Soudan du Sud. Ils ont fourni un vaste éventail de conseils techniques ou relatifs à la politique générale et un appui quotidien à l'application de la Convention, notamment par l'évaluation des lacunes, la mise en place d'institutions et de politiques anticorruption, la formation aux enquêtes et aux poursuites en matière de corruption, la prestation de services

consultatifs dans le domaine législatif et la fourniture d'avis sur les stratégies de recouvrement d'avoirs.

15. Le Programme de mentors a été lancé à nouveau à l'été 2011, lorsqu'un conseiller a été affecté en République démocratique du Congo et que d'autres, dotés de responsabilités régionales l'ont été à Bangkok (pour l'Asie du Sud-Est), au Kenya (pour l'Afrique de l'Est) et au Panama (pour l'Amérique centrale). Ce réseau de mentors pour la lutte contre la corruption a permis le déploiement rapide de spécialistes au niveau des pays et des régions pour faciliter la fourniture, sur place, d'orientations et de conseils aux États parties qui demandent une assistance pour renforcer la législation et les institutions en vue de progresser dans l'application de la Convention contre la corruption, et a participé à de nombreuses activités de lutte contre la corruption, d'ateliers de formation et de conférences organisées par d'autres fournisseurs d'assistance technique.

16. Le mentor affecté en République démocratique du Congo élabore actuellement, en étroite collaboration avec le Ministère de la justice et des droits de l'homme et en conformité avec le programme judiciaire commun du PNUD, un programme de lutte contre la corruption axé sur l'accès à la justice, la transparence et l'intégrité du système judiciaire, la réforme pénitentiaire, la police judiciaire et les mesures anticorruption. En outre, la République démocratique du Congo a bénéficié d'une assistance afin de s'acquitter de son rôle d'État examinateur pendant la deuxième année du cycle d'examen en cours.

17. En Afrique de l'Est, le mentor chargé de la lutte contre la corruption a aidé les États à se préparer à l'examen de l'application de la Convention. Dans le cadre du suivi des examens de la première année du premier cycle, une assistance a été fournie au Burundi, au Rwanda et à l'Ouganda afin de donner la priorité aux besoins d'assistance technique traités dans le cadre du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention. Au Rwanda, un programme de soutien a été adopté et sa mise en œuvre a démarré avec la tenue d'un cours sur le renforcement des techniques d'enquête, destiné au système judiciaire, au bureau du Procureur, à la police nationale et au Bureau de l'Ombudsman. L'Éthiopie bénéficie d'un soutien pour élaborer un manuel d'enquêtes qui lui permettra de mieux appliquer le chapitre III de la Convention et il est prévu que ce processus mène à une analyse plus large des lacunes. En outre, une assistance est actuellement fournie aux États de la région qui n'ont pas encore ratifié la Convention ou qui n'y ont pas adhéré. Dans le Somaliland, un soutien législatif et des conseils stratégiques sont fournis conjointement avec le PNUD afin de favoriser la création et l'autonomisation d'un organe de lutte contre la corruption. Dans le Soudan du Sud, les travaux portent actuellement sur un programme de renforcement de la Commission de lutte contre la corruption et sur l'examen de la législation. Au niveau régional, un programme visant à fournir un soutien pratique et concret aux enquêteurs des États membres et des États observateurs de l'Association est-africaine des autorités anticorruption est en cours d'élaboration.

18. Le mentor pour la lutte contre la corruption présent en Asie de l'Est a aidé les experts gouvernementaux de plusieurs États parties de la région à se préparer, selon les besoins, au Mécanisme d'examen de l'application de la Convention. En étroite collaboration avec les Gouvernements cambodgien et vietnamien, et les bureaux de pays de l'UNODC, deux projets de lutte contre la corruption ont été élaborés, dont l'un d'eux cible particulièrement la détection et la répression. Le mentor a

activement soutenu de nombreuses activités, conférences et ateliers de formation destinés à sensibiliser les participants à la lutte contre la corruption et organisés par l'UNODC et d'autres organisations de la région pour promouvoir l'application de la Convention. Par ailleurs, le mentor s'est engagé à soutenir les États de la région qui souhaitent ratifier la Convention ou y adhérer.

19. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, un soutien a été fourni durant les étapes initiales de la création de l'Académie régionale de lutte contre la corruption pour l'Amérique centrale et les Caraïbes par le Gouvernement panaméen. L'Académie proposera un programme d'enseignement standardisé et des ateliers spécialement adaptés abordant divers thèmes liés à la lutte contre la corruption et aux nouveaux problèmes et défis régionaux. Les premiers ateliers de formation sur mesure ont été organisés à Panama en mars 2012, tandis que les modules standardisés sont en cours d'élaboration. Au niveau régional, le mentor pour la lutte contre la corruption a animé des ateliers de formation et contribué à leur organisation aux côtés de l'UNODC et d'autres fournisseurs d'assistance technique.

iii) Exécution de programmes complets de renforcement des capacités anticorruption axés sur les pays

20. Des programmes complets de renforcement des capacités sur le terrain, qui comprennent généralement des activités liées aux mesures préventives et au recouvrement d'avoirs, ont été mis en œuvre dans un certain nombre de pays, dont ceux décrits ci-dessous.

21. En Afghanistan, dans le cadre de son programme global d'assistance au pays, l'UNODC lancera en 2012 un sous-programme de justice pénale qui, pendant les trois prochaines années, mettra l'accent sur la lutte contre la corruption, la réforme pénitentiaire et le renforcement des capacités.

22. Au Brésil, l'UNODC, en partenariat avec le Bureau du Contrôleur général, a terminé un projet destiné à appuyer la mise en œuvre de mesures anticorruption. L'initiative a débouché sur une réforme de la législation nationale, qui a permis d'élaborer plusieurs projets de loi sur la responsabilité des personnes morales et d'ériger la corruption en infraction grave. Un autre projet de loi, adopté en 2011, régit l'accès à l'information. L'UNODC a également aidé d'autres parties prenantes à renforcer l'intégrité et les capacités du système de responsabilisation au niveau national et particulièrement dans les municipalités, où les citoyens sont directement confrontés à l'administration. Le projet comprenait également des évaluations de la situation en matière de corruption, un soutien à l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption et la création d'un réseau national d'organisations de la société civile. Le rapport final d'évaluation a insisté tant sur le succès du projet et son importance pour les actions anticorruption menées au Brésil, que sur le renforcement du partenariat entre le Bureau du Contrôleur général et l'UNODC.

23. L'UNODC aide le Gouvernement bolivien à renforcer son cadre juridique pour l'application de la Convention. Il travaille en collaboration avec le Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption pour adapter la législation et les politiques relatives à la protection des témoins aux normes internationales, conformément au besoin identifié par le biais du Programme pilote d'examen de l'application de la Convention. L'UNODC fournit également une

assistance pour l'élaboration d'autres lois, comme la loi sur la transparence. Le Programme de pays de l'UNODC (2010-2015) prévoit des activités pour le renforcement des capacités, le renforcement des institutions et la création de procédures pour le recouvrement d'avoirs.

24. En Égypte, l'UNODC a lancé en 2011 un vaste projet de lutte contre la corruption. Ce dernier permettra au Gouvernement égyptien de créer des mécanismes efficaces de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent au niveau national, et d'instaurer le cadre nécessaire pour appliquer la Convention. Il permettra également de mettre en place un certain nombre d'activités essentielles et notamment de définir une stratégie nationale, dont l'élaboration a démarré lors d'un atelier préliminaire en décembre 2011. Le projet appuiera les efforts entrepris dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, renforcera les capacités nationales pour garantir le recouvrement d'avoirs et favorisera les initiatives dans le domaine de la transparence et de la bonne gouvernance.

25. En Indonésie, l'UNODC a continué d'apporter son soutien et son assistance technique aux services de détection et de répression, notamment à la Commission d'éradication de la corruption, au Service indonésien des enquêtes financières et à la Commission de contrôle financier, afin de renforcer les capacités, le professionnalisme et la transparence. Des programmes de formation spécialisée dans le domaine de l'identification et du recouvrement d'avoirs, la recherche de preuves informatiques, les enquêtes financières et la juricomptabilité, la prévention de la corruption et de la fraude et les techniques d'interrogatoire ont été dispensés aux services de détection et de répression et aux organismes publics et ont donné d'excellents résultats en termes d'apprentissage. L'intégrité judiciaire demeure un élément majeur des travaux menés par l'UNODC en Indonésie, si bien que la coopération avec la Cour suprême indonésienne a été prolongée pour une troisième phase. Parallèlement, les organisations de la société civile ont plus de poids grâce au renforcement des capacités et à leur participation croissante aux initiatives de lutte contre la corruption lancées dans le cadre des programmes de l'UNODC. La société civile est désormais perçue comme faisant partie intégrante de la lutte contre la corruption en Indonésie.

26. Le forum de lutte contre la corruption, auquel participent la société civile et les organismes publics indonésiens, est devenu le principal moyen utilisé pour aborder et résoudre les problèmes rencontrés dans ce domaine, et devrait être institutionnalisé. Les recherches sur les réformes bureaucratiques réalisées au sein de la Direction générale des impôts et des douanes et des services publics de deux gouvernements locaux ont permis de cerner les meilleures pratiques et les secteurs dans lesquels la gouvernance pourrait être améliorée. Afin de renforcer la collaboration entre les principaux services de détection et de répression et la Commission d'éradication de la corruption, des recherches sur la fonction de coordination et de supervision de la commission anticorruption ont été réalisées dans le cadre desquelles des experts nationaux et internationaux ont donné leur point de vue afin de promouvoir les synergies entre tous ces organismes pour traiter les affaires de corruption. L'UNODC est également sur la ligne de front dans le combat que mène l'Indonésie contre les infractions forestières et leurs liens avec la corruption. Les capacités des agents des services de détection et de répression et des gardes forestiers ont été renforcées afin de mieux enquêter sur les infractions relatives à l'exploitation forestière illicite et les affaires de corruption et d'autres

atteintes à l'environnement, et d'en poursuivre et juger les auteurs. Les organisations de la société civile sont vouées à devenir la première ligne de défense contre les infractions relatives à l'environnement et à l'exploitation forestière illicite, dans la mesure où elles soutiennent et encouragent les enquêteurs dits "aux pieds nus" qui dénoncent les infractions forestières dans leurs communautés locales.

27. En 2011, l'UNODC a lancé deux nouveaux projets de lutte contre la corruption en Iraq. Le premier projet est destiné à aider la Commission pour l'intégrité, y compris le bureau de liaison nouvellement créé et d'autres institutions financières nationales, à renforcer les connaissances et les compétences requises pour entreprendre efficacement des actions de recouvrement d'avoirs en partenariat avec les juridictions étrangères. Le second projet vise à renforcer les capacités de la Commission pour l'intégrité et des autres organes d'enquête afin qu'ils puissent mener à bien les enquêtes financières et recueillir des pièces à conviction dans les affaires de criminalité financière complexes ou sophistiquées impliquant un détournement de fonds et des problèmes de corruption. Les deux projets devraient s'achever en 2013. En outre, l'UNODC a organisé en novembre 2011, à Erbil (Iraq), un atelier de formation destiné aux enquêteurs irakiens intitulé "Atelier national sur les moyens de mettre en pratique la lutte contre la corruption dans le cadre de la Convention des Nations Unies contre la corruption". Cet atelier a été le point de départ d'une formation spécialisée qui s'est tenue en décembre 2011. Enfin, l'UNODC s'est associé au PNUD pour organiser, en février 2012, un atelier sur la gestion des communications en situation de crise pour les affaires de corruption.

28. Au Mexique, l'UNODC a lancé des activités visant à promouvoir la prévention et la lutte contre la corruption, sur la base de la transparence, l'efficacité et la responsabilité, par le biais du Programme "Renforcement de la gestion démocratique et effective de l'eau et de l'assainissement au Mexique pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement", qui a été mis en œuvre dans neuf municipalités des États du Chiapas, de Tabasco et de Veracruz. La stratégie consiste à renforcer les capacités techniques des structures administratives chargées de la gestion de l'eau et de l'assainissement, ainsi qu'à promouvoir des actions en collaboration avec la société civile afin d'encourager la participation de cette dernière dans la prévention et la lutte contre la corruption. Les méthodes d'accès à l'information de chaque État ont été évaluées. Les autorités et les communautés ont effectué ensemble le suivi de la gestion de l'eau et de l'assainissement en organisant des ateliers qui leur ont permis d'établir un plan de travail et ont ainsi directement contribué à renforcer la gouvernance démocratique. Par ailleurs, un Guide du citoyen pour l'accès à l'information publique a été publié en collaboration avec les Instituts d'accès à l'information des États, les gouvernements des municipalités et des États, et l'UNODC.

29. Au Nicaragua, l'UNODC renforce les capacités des autorités régionales et municipales pilotes afin qu'elles utilisent des outils et des mécanismes de responsabilisation, qu'elles se préoccupent des biens publics et qu'elles veillent à l'intégrité. Cela s'est traduit par l'élaboration de documents destinés à la sensibilisation et par la formation des agents publics. À ce jour, une première étude sur l'accès à l'information publique et la responsabilisation dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement dans les régions de l'Atlantique Nord et de l'Atlantique Sud a été réalisée, et plusieurs agents publics et responsables administratifs de deux gouvernements régionaux et de quatre gouvernements municipaux ont bénéficié

d'une formation visant à améliorer la façon dont ils gèrent les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Par ailleurs, trois sites Web sur la responsabilisation et la participation des citoyens dans les gouvernements locaux ont été lancés: Rosita (www.alcaldiarosita.com), Waspam (www.alcaldiadewaspam.com) et Prinzapolka (www.alcaldiadeprinzapolka.com).

30. Au Nigéria, en partenariat avec l'Union européenne, l'UNODC a terminé son plus important projet de lutte contre la corruption à ce jour, dans le cadre duquel il apportait un soutien à la Commission chargée des infractions économiques et financières et au système judiciaire nigérian (CAC/COSP/2011/10). Plusieurs évaluations réalisées dans le cadre du projet et d'autres sources ont confirmé l'incidence positive du projet en termes de renforcement des capacités opérationnelles et institutionnelles de la Commission chargée des infractions économiques et financières et du système judiciaire nigérian. En 2011, l'UNODC a également terminé un projet dans le cadre duquel il aidait le secteur privé nigérian à définir des principes de relations commerciales éthiques et à évaluer les risques de corruption au niveau de l'interface entre les secteurs public et privé. Par ailleurs, un autre projet d'aide au secteur public et au système judiciaire a été lancé dans l'État de Bayelsa afin de renforcer l'intégrité, la responsabilité et la transparence dans la gestion des finances et des affaires publiques. Compte tenu des résultats positifs de la collaboration entre le Gouvernement nigérian et l'UNODC, l'Union européenne a accepté de financer le lancement d'un nouveau programme quinquennal encore plus vaste visant à soutenir le programme de lutte contre la corruption du Gouvernement. Le nouveau programme, qui sera opérationnel en 2012, vise plus précisément i) à apporter un soutien efficace pour la coordination des mesures anticorruption, la formulation des politiques et des lois, en adoptant une approche s'appuyant sur des données concrètes; ii) à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles au sein des principaux organismes qui luttent contre la corruption, en mettant l'accent sur la coopération, et iii) à inciter le public à réclamer davantage de responsabilités et de transparence et à renforcer l'engagement de la société civile dans la lutte contre la corruption.

31. En plus des activités ci-dessus, des programmes nationaux de lutte contre la corruption sont actuellement élaborés pour plusieurs pays des régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'Asie centrale, d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, d'Asie de l'Est, ainsi que d'Amérique latine et des Caraïbes. Étant donné que des questions relatives au recouvrement d'avoirs, à la coopération internationale et à l'entraide judiciaire continuent de se poser dans l'ensemble de ces régions, l'UNODC fournira une assistance, des orientations et un appui en fonction des besoins.

C.2. Outils d'assistance technique visant à faciliter la fourniture d'une assistance sur le terrain

i) Mise au point du portail TRACK et d'autres outils et documents d'orientation

32. Le 1^{er} septembre 2011, l'UNODC a lancé le portail de lutte contre la corruption TRACK (Tools and Resources for Anti-Corruption Knowledge, <http://www.track.unodc.org>) pour favoriser l'échange d'informations et offrir une source d'information accessible en matière de lutte contre la corruption. TRACK est une plate-forme Web contenant la bibliothèque juridique relative à la Convention des Nations Unies contre la corruption, un répertoire électronique des lois, de la

jurisprudence, des stratégies de lutte contre la corruption et des données institutionnelles provenant de 178 États. Administrée par l'UNODC et appuyée par l'initiative StAR et ses institutions partenaires, la bibliothèque juridique recueille et diffuse cette information juridique, indexée et interrogeable à partir des dispositions de la Convention, et fournit donc une analyse détaillée permettant de voir comment les États ont appliqué la Convention. Le portail TRACK est également un moteur de recherche qui permet aux États, aux acteurs de la lutte anticorruption, au grand public et au secteur privé d'accéder au savoir généré par l'UNODC et ses organisations partenaires en matière de lutte contre la corruption, notamment aux études de cas, aux meilleures pratiques et aux analyses des politiques, dans un espace unique. Tenant compte des défis inhérents à la communication transfrontalière entre praticiens, le portail TRACK fournit également un espace de travail commun pour les membres inscrits des autorités de lutte contre la corruption, des autorités centrales chargées de l'entraide judiciaire et des points focaux pour le recouvrement d'avoirs.

33. Pour faciliter la communication et améliorer la confiance et la coopération entre les États parties, un répertoire des autorités nationales compétentes désignées conformément aux articles 6 et 46 de la Convention, et du paragraphe 16 de la résolution 4/4 intitulée "Coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs" adoptée par la Conférence des États parties à la Convention, est mis à disposition en ligne avec les répertoires existants des autorités nationales compétentes désignées selon les traités internationaux relatifs au contrôle des drogues et selon la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (www.unodc.org/unodc/en/legal-tools/directories-of-competent-national-authorities.html). Ce répertoire permet de retrouver facilement les coordonnées des autorités chargées de la prévention, des autorités centrales et des points focaux pour le recouvrement d'avoirs. Les autorités compétentes et les organismes publics peuvent y accéder à partir d'un compte utilisateur, ce qui garantit la confidentialité des renseignements.

34. L'UNODC améliore actuellement le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire conformément au mandat que lui a donné le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs lors de sa deuxième réunion, où il avait recommandé d'élargir la portée de cet outil de sorte qu'il permette également de formuler des demandes de recouvrement d'avoirs en bonne et due forme. Cet outil informatique convivial aide les praticiens nationaux à préparer, transmettre et recevoir des requêtes efficaces et des réponses utiles, et simplifie considérablement la procédure de demande d'entraide judiciaire (<http://www.unodc.org/mla/index.html>).

35. En 2011, l'UNODC a publié un guide de ressources sur le renforcement de l'intégrité et des moyens des juges, intitulé "Resource Guide on Strengthening Judicial Integrity and Capacity". Ce guide a pour objet d'aider et d'informer ceux qui sont chargés de réformer et de renforcer les systèmes judiciaires de leur pays, ainsi que les partenaires de développement, les organisations internationales et d'autres fournisseurs d'assistance technique qui soutiennent ce processus. L'élaboration du guide a commencé suite à l'adoption de la résolution 2006/23 du Conseil économique et social, qui a adopté les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire et a demandé à l'Office des Nations Unies contre la drogue et

le crime d'élaborer un guide technique qui serait utilisé pour fournir une assistance technique visant le renforcement des moyens et de l'intégrité des magistrats. Le guide rassemble des idées, des recommandations et des stratégies conçues par des spécialistes actuels de la réforme de la justice et du droit et renvoie aux mesures prises avec succès dans plusieurs pays pour résoudre certains problèmes du renforcement du système judiciaire. Enfin, le guide vise à fournir des informations pratiques pour créer et maintenir un système judiciaire indépendant, impartial, transparent, efficace et axé sur les services, qui bénéficie de la confiance du public et répond aux attentes des normes et des instruments juridiques internationaux pertinents.

36. L'UNODC met actuellement en œuvre une initiative intitulée "Promoting the UNCAC as a framework to mainstream anti-corruption safeguards related to the organization of major public events", qui vise à promouvoir l'utilisation de la Convention comme cadre permettant d'intégrer la lutte contre la corruption dans l'organisation d'importantes manifestations publiques. Cette initiative cible les situations spéciales, comme l'organisation des grands événements sportifs ou culturels et de sommets politiques de haut niveau, où le risque de corruption est plus élevé du fait que des sommes d'argent et des ressources considérables sont en jeu et qu'il faut prendre des dispositions logistiques complexes dans des délais très courts. L'objectif de ce projet est de recenser les bonnes pratiques fondées sur la Convention qui visent à prévenir la corruption liée aux grands événements publics afin de les diffuser, dans les secteurs public et privé, auprès des parties concernées qui pourront ensuite les utiliser.

37. Au fil des ans, plusieurs initiatives, normes et principes régionaux et internationaux ont été élaborés pour donner aux entreprises des conseils sur la manière de lutter contre la corruption dans leurs activités commerciales en observant les normes d'intégrité les plus rigoureuses. L'UNODC fait tout son possible pour que le secteur privé puisse adopter des politiques anticorruption conformes à la Convention et mettre en place les moyens de contrôle nécessaires pour renforcer la transparence et la responsabilité. À cet égard, il est activement engagé dans un projet multipartite entrepris avec l'OCDE, la Banque mondiale et d'autres institutions, visant à mettre au point un guide pratique destiné aux entreprises, qui rassemblera des lignes directrices et des documents connexes sur l'adhésion du secteur privé aux mesures anticorruption.

38. Comme l'a recommandé la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption dans ses résolutions 3/2 et 4/3, ainsi que le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption lors de sa première session, l'UNODC a poursuivi ses efforts pour recueillir des informations sur les bonnes pratiques à appliquer par les journalistes pour produire une information responsable et professionnelle sur la corruption. L'initiative visant à encourager les journalistes à produire une information responsable et professionnelle sur la corruption, en conformité avec la Convention des Nations Unies contre la corruption, vise à mettre au point un outil concret sur les bonnes pratiques dans ce domaine afin qu'elles soient diffusées auprès des parties concernées, notamment les agents publics et les représentants des médias, qui pourront les utiliser ensuite.

39. En plus des ressources mentionnées ci-avant, l'UNODC a publié un manuel sur la responsabilité, le contrôle et l'intégrité de la police à l'usage des décideurs et des responsables des services de police.

ii) *Évaluation des schémas et caractéristiques de la corruption à partir des faits*

40. Après avoir examiné les méthodes existantes, l'UNODC a mis au point des méthodes améliorées pour évaluer les modalités de la corruption et les vulnérabilités, en privilégiant les évaluations quantitatives et fondées sur l'expérience. Les enquêtes se sont révélées utiles pour élaborer de meilleures politiques de lutte contre la corruption et concevoir des activités et programmes ciblés d'assistance technique en la matière. En 2011, l'UNODC a mené à bien un programme d'enquêtes sur la corruption dans l'ouest des Balkans, qui couvrait l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine. En conséquence, un rapport régional et des rapports de pays ont été finalisés et publiés au cours de l'année. En Afghanistan et en Iraq, le PNUD et l'UNODC ont conjointement établi des programmes d'enquêtes sur la corruption en étroite collaboration avec les autorités nationales. Des enquêtes sur le terrain ont été réalisées dans les deux pays et des rapports analytiques seront publiés en 2012. Enfin, dans le cadre d'une étude sur les victimes de la criminalité en Afrique, l'UNODC a effectué une analyse des expériences de la population en matière de corruption et obtenu ainsi des données de première main sur 10 pays d'Afrique.

C.3. Fourniture d'une assistance technique dans les domaines de la prévention et du recouvrement d'avoirs

i) *Assistance visant à prévenir et combattre la corruption dans le secteur privé*

41. En 2011, l'UNODC a lancé, avec le soutien de Siemens Integrity Initiative, trois projets de lutte contre la corruption qui mettent en avant la pertinence de la Convention pour le secteur privé et a lancé des activités partout dans le monde, notamment au Mexique et en Inde.

42. Le projet sur les partenariats public-privé en faveur de la probité dans la passation des marchés publics, vise à rendre les systèmes de passation moins vulnérables à la corruption tout en comblant les lacunes recensées entre les administrations chargées de la passation des marchés publics et le secteur privé. Les institutions publiques chargées de la lutte contre la corruption et de la passation des marchés publics ont été identifiées et un groupe d'experts a commencé à se réunir afin d'examiner la législation et les règlements en vigueur dans le domaine de la passation des marchés publics, ainsi que leur application concrète au Mexique et en Inde. Un premier contact a été établi avec les entités concernées du secteur public afin de garantir leur participation et leur contribution au projet. Il est prévu de mettre au point une première étude qui identifiera à la fois les problèmes des secteurs public et privé et les meilleures pratiques dans le domaine de la passation des marchés publics.

43. Le projet qui porte sur les moyens d'inciter les entreprises à favoriser l'intégrité et la coopération conformément à la Convention, vise à mettre en place des systèmes d'incitation juridique propre à encourager les entreprises à signaler les cas de corruption interne. Des experts ont été identifiés au Mexique et en Inde et les

premières réunions ont été organisées afin d'examiner la législation, les politiques et les règlements en vigueur relatifs à l'article 26 sur la responsabilité des personnes morales, l'article 32 sur la protection des témoins, l'article 37 sur la coopération avec les services de détection et de répression et l'article 39 sur la coopération entre autorités nationales et secteur privé. Un premier contact a été établi avec les entités concernées du secteur public afin de garantir leur participation et leur contribution au projet. Il est prévu de mettre au point une première étude qui identifiera à la fois les problèmes des secteurs public et privé et les meilleures pratiques dans le domaine des incitations juridiques.

44. Le projet de sensibilisation et de communication vise à familiariser les entreprises avec la Convention pour qu'elles comprennent comment cette dernière peut faire la différence dans leurs activités et leurs relations quotidiennes avec les sociétés publiques, et incite les milieux d'affaires à aligner leurs programmes d'intégrité sur les principes universels de la Convention. À ce jour, le processus de recrutement d'une agence de relations publiques chargée de mettre sur pied une stratégie de communication sur mesure et un manuel de communication visant à promouvoir la Convention et les mesures de lutte contre la corruption au sein des entreprises, est pratiquement achevé. Par ailleurs, une procédure est également en cours pour recruter un consultant chargé de mettre au point un module pédagogique relatif à la Convention, qu'on s'emploiera à promouvoir afin qu'il soit enseigné dans les universités et écoles de commerce du monde entier.

45. L'UNODC a continué de participer activement aux travaux du Groupe de travail sur le dixième principe du Pacte mondial/Groupe de travail du pacte mondial sur la lutte contre la corruption, axé sur l'engagement du secteur privé dans la lutte contre la corruption. Le Pacte mondial des Nations Unies a été, en collaboration avec l'UNODC, l'un des organisateurs du "Forum de haut niveau sur la Convention et la concurrence mondiale", qui s'est tenu en marge de la quatrième session de la Conférence des États parties, et qui a constitué, pour les gouvernements et les représentants du secteur privé, une occasion d'entamer un dialogue sur la façon d'utiliser la Convention pour promouvoir des conditions de concurrence égales au niveau mondial et renforcer la participation du secteur privé dans l'application de la Convention. Par ailleurs, à Vienne, l'UNODC a organisé conjointement avec le Bureau du Pacte mondial des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la réunion des points focaux du secteur privé et du système des Nations Unies 2012 intitulée "Accelerating UN-Business Partnerships".

46. En janvier 2012, à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, le Directeur exécutif de l'UNODC a annoncé une initiative intitulée "Investir dans l'intégrité" ("Integrity IPO"), destinée à forger des partenariats avec le secteur privé. L'initiative a été officiellement lancée le 24 avril lors d'une manifestation spéciale organisée en marge de la session annuelle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. L'initiative trouve son fondement dans la Convention, seul instrument universel de lutte contre la corruption et norme de référence pour les diverses initiatives en matière d'intégrité dans le secteur privé. Les contributions versées dans le cadre de cette initiative constitueraient une véritable "police d'assurance" permettant au secteur privé de protéger efficacement ses biens, en investissant dans l'intégrité de ses partenaires du secteur public, l'idée

étant d'aider à mettre en place et à renforcer les infrastructures de lutte contre la corruption dans les pays où sont réalisées des opérations de commerce international. Selon l'analyse actuelle des besoins d'assistance technique identifiés grâce au Mécanisme d'examen de l'application de la Convention, un soutien pourrait être fourni dans des domaines tels que les enquêtes et les poursuites, l'élaboration de programmes de formation et la sensibilisation du public, ainsi que la mise au point de guides et d'outils ciblant les secteurs essentiels, notamment l'énergie, l'éducation, la santé, les transports, les télécommunications, l'eau, le pétrole et le gaz et les services bancaires. En plus d'investir financièrement, le secteur privé pourrait fournir une expertise technique et un appui matériel.

ii) *Assistance pour le recouvrement d'avoirs*

47. L'Initiative conjointe de l'UNODC et de la Banque mondiale pour le recouvrement des avoirs volés (Initiative StAR) continue d'élaborer des outils pratiques et des études de politiques sur le recouvrement d'avoirs, notamment en soutenant le développement du portail TRACK (voir également le paragraphe 34). Parmi les études publiées en 2011, l'une d'elles, intitulée "Barriers to Asset Recovery" analyse les principaux obstacles au recouvrement des avoirs volés, une autre, intitulée "Illicit Enrichment", examine les questions juridiques et les questions de politique générale relatives à l'enrichissement illicite et une autre encore, intitulée "The puppet masters: how the corrupt use legal structures to hide stolen assets and what to do about it", décrit comment les structures juridiques sont utilisées pour dissimuler la propriété et le contrôle de biens. Deux publications ont été rédigées en collaboration avec l'OCDE: la première, intitulée "Tracking Anti-Corruption and Asset Recovery Commitments", examine l'application des engagements énoncés dans le Programme d'action d'Accra par 30 pays donateurs et la seconde, intitulée "The Identification and Quantification of Proceeds of Bribery", montre comment les profits tirés de la corruption peuvent être calculés et confisqués. Une étude consacrée à l'impact des règlements sur la coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs est en cours de préparation.

48. À la date du présent rapport, la base de données des points focaux pour le recouvrement d'avoirs, établie dans le cadre de l'Initiative StAR en partenariat avec INTERPOL, contenait des points focaux originaires de 102 pays. La deuxième réunion des points focaux qui s'est tenue à Lyon du 11 au 13 juillet 2011 a accueilli 113 participants de 55 pays.

49. Dans le cadre de l'Initiative StAR, une assistance technique est fournie aux États qui en font la demande à diverses étapes de la procédure de recouvrement d'avoirs. L'objectif est de les aider à collecter et à analyser des informations qui permettront de faire avancer la procédure et aideront les autorités nationales à prendre des décisions éclairées, et de contribuer à améliorer l'efficacité de la coopération internationale, en particulier de l'entraide judiciaire. Une telle assistance peut, par exemple, consister à parrainer des réunions et des ateliers rassemblant les parties concernées aux niveaux national, régional et international et à proposer des services consultatifs pour la rédaction de rapports analytiques, la recherche juridique, l'audit et l'analyse financière, ou la rédaction et l'analyse de demandes d'entraide judiciaire ou d'autres formes de coopération internationale.

50. L'Initiative StAR a permis de répondre à des demandes d'entraide judiciaire pour des affaires en cours, d'appuyer les travaux de divers pays en tant qu'intermédiaire objectif dans le cadre de la coopération avec les centres financiers et d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de recouvrement d'avoirs. La nature de l'assistance fournie varie et tient pleinement compte des besoins des États requérants: si, dans certains cas, elle porte sur la concertation quant aux politiques à mener et la facilitation des contacts avec les autorités nationales et les centres financiers, dans d'autres elle est axée sur le renforcement des capacités et sur des services consultatifs à l'appui de certaines affaires de recouvrement d'avoirs. Il va de soi que l'assistance fournie dans le cadre d'une affaire précise de recouvrement d'avoirs n'a pas nécessairement de lien avec celle envisagée lors de l'analyse des lacunes.

51. Un certain nombre de formations sur le recouvrement d'avoirs ont été organisées conjointement avec l'Initiative StAR, notamment à l'échelon régional dans les îles du Pacifique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Amérique du Sud et en Amérique centrale, en Europe du Sud et en Europe orientale, en Afrique de l'Est et en Afrique australe ainsi qu'en Asie du Sud et de l'Est. Ces formations ont été dispensées à deux niveaux: des ateliers de présentation ont été organisés pour sensibiliser les participants au recouvrement d'avoirs, et des stages de perfectionnement ont permis de traiter des aspects techniques du recouvrement. Les premiers étaient généralement organisés au niveau régional, pour permettre aux praticiens d'échanger des données d'expérience et de nouer des contacts, notamment dans les centres financiers régionaux. Ils étaient destinés aux décideurs de haut niveau, qui n'avaient pas besoin d'une formation approfondie aux techniques et aux procédures de recouvrement d'avoirs. En outre, des formations spécialisées traitant d'un sujet particulier ou destinées à des groupes particuliers ont également été dispensées.

C.4. Ressources disponibles

52. Les activités d'assistance technique que l'UNODC mène en rapport avec la Convention, ainsi qu'une grande partie des experts chargés de fournir cette assistance, sont financées par des contributions extrabudgétaires. Les pays donateurs fournissent une aide en constante augmentation, signe qu'ils sont de plus en plus confiants dans la bonne exécution des programmes.

53. Entre janvier 2010 et le 9 mars 2012, des contributions volontaires à hauteur de quelque 9,67 millions de dollars des États-Unis ont été mises à la disposition du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale au titre des activités d'assistance technique gérées par le siège de l'UNODC dans le domaine de la lutte contre la corruption. Des contributions ont été notamment reçues des pays suivants: Allemagne, Australie, Autriche, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Luxembourg, Norvège, Panama et Suède. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Siemens et la Banque mondiale ont également versé des contributions. Ces chiffres ne comprennent pas les contributions mises à la disposition des bureaux extérieurs de l'UNODC pour financer la mise en œuvre de programmes spécialisés de renforcement des capacités dans les pays.

D. Coordination et coopération en matière d'assistance technique

54. Pour éviter les doubles emplois et renforcer les synergies entre les projets et programmes d'assistance technique, l'UNODC collabore avec de nombreuses entités des Nations Unies (dont le PNUD, le Département des opérations de maintien de la paix, le Pacte mondial, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Département pour les affaires économiques et sociales, etc.), ainsi qu'avec d'autres organisations internationales (la Banque mondiale et le Réseau sur la gouvernance du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)). Par ailleurs, l'UNODC participe à plusieurs initiatives régionales (telles que l'Initiative de la Banque asiatique de développement et de l'OCDE en faveur de la lutte contre la corruption), et mécanismes régionaux de lutte contre la corruption (tels que le Groupe d'États contre la corruption établi par le Conseil de l'Europe) qui permettent d'unir les efforts pour renforcer la coordination de l'assistance technique entre les différents partenaires.

55. Conformément à un Mémoire d'accord signé le 15 décembre 2008, l'UNODC et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) collaborent étroitement à la fourniture d'une assistance technique dans le domaine de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, pour appuyer ainsi les efforts déployés à l'échelle nationale en la matière. Le PNUD et l'UNODC élaborent conjointement avec l'École des cadres du système des Nations Unies une formation interorganisations visant à intégrer les programmes de lutte contre la corruption au niveau national dans le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF). L'objectif de la formation est de permettre au personnel des Nations Unies d'aborder les divers aspects de la lutte contre la corruption et l'incidence que peuvent avoir les efforts de lutte contre la corruption sur les processus nationaux de développement dans le dialogue avec les pays partenaires, et d'appliquer les principes et approches de lutte contre la corruption (inclure la lutte contre la corruption dans les travaux analytiques, les analyses de pays et les différents secteurs, évaluer les points d'entrée pour les initiatives de lutte contre la corruption et inclure la lutte contre la corruption dans la stratégie de l'UNDAF et les cadres de suivi). Une trousse destinée à la formation initiale des formateurs est en cours d'élaboration et permettra d'établir une liste de personnes ressources. Une collaboration avec d'autres organismes onusiens est prévue tout au long de ce processus.

56. L'UNODC a continué de soutenir les travaux de l'Académie internationale de lutte contre la corruption en participant à la fois à son développement institutionnel et en collaborant à des projets de fond. Cette collaboration s'est récemment traduite par l'organisation d'un événement spécial, à l'initiative de l'Académie, lors de la quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption en octobre 2011.

57. En outre, l'UNODC pilote l'Initiative sur l'enseignement universitaire en matière de lutte contre la corruption ("Anti-Corruption Academic Initiative"), projet de collaboration entre universités qui vise à mettre sur pied un programme complet d'études sur la lutte contre la corruption composé de plusieurs modules individuels,

programmes d'enseignement, cas, études de cas, outils pédagogiques et matériaux de référence susceptibles d'être intégrés par les universités et d'autres établissements d'enseignement dans leurs programmes existants. En fournissant un tel soutien, l'UNODC souhaite encourager l'enseignement des divers aspects de la lutte contre la corruption dans les cours de droit, de gestion des entreprises, de criminologie et de sciences politiques et de pallier ainsi le manque actuel de ressources pédagogiques anticorruption au premier cycle et dans les cycles supérieurs. Le groupe d'experts participant à l'Initiative s'est réuni une deuxième fois à Marrakech en octobre 2011 et un avant-projet du programme d'études a été élaboré. L'UNODC a préparé un projet de questionnaire qui sera utilisé dans le cadre d'un processus initial de consultation avec certains établissements d'enseignement.
